

TRIBUNE Socialiste

Hebdomadaire du Parti Socialiste Unifié

LE JUSTE COMBAT

C'ETAIT le premier Conseil National du parti. Les trois-quarts de ses travaux étaient consacrés à la lutte contre la guerre d'Algérie. Il était donc normal qu'il commença par vérifier la politique que nous avons suivie dans ce domaine depuis le Congrès d'Issy-les-Moulineaux.

Cette politique repose à la fois :

- sur une prise de position fondamentale sur le problème algérien lui-même (« le combat mené par le peuple algérien pour son indépendance est juste »)
- sur une analyse des objectifs poursuivis par le général de Gaulle (dont nous disions dès le mois de juin qu'il voulait créer un Etat Algérien autonome sur lequel les grands intérêts métropolitains puissent maintenir l'essentiel de leur domination)



« ...Alors. Il faut bien admettre que l'inférieur doit refuser d'obéir et qu'il est coupable s'il exécute le crime. »

- **L'APPEL DU P. S. U. AUX SOLDATS** *Page 3*
- **UNE RENCONTRE JUIN-GOERING** *Page 6*
- **LES RÉSOLUTIONS DU C.N.:**
 - Revendications *Page 7*
 - Algérie *Page 8*
- **LE TRUST PÉCHINEY** *Page centrale*

• sur une appréciation de l'évolution du rapport des forces internationales, évolution qui rend de plus en plus improbable un règlement purement franco-algérien du conflit .

• sur une stratégie générale mettant l'accent sur les *actions de masse* — y compris les manifestations de rues et les arrêts de travail — et soulignant le rôle privilégié, en vue de l'organisation de ces actions, des syndicats et de l'U.N.E.F.;

• sur un soutien de l'*action de la jeunesse* considérée comme l'action la plus importante, dans la mesure où elle se situe dans la perspective du refus de la guerre (l'action antifasciste dans l'armée, refus de participer à certains actes de guerre, refus public de combattre en Algérie).

JE crois pouvoir dire que l'ensemble des délégués ont approuvé cette politique qui a pris tout son sens à la lumière, et de l'expérience du 27 octobre, et du dernier discours du général de Gaulle.

C'est parce qu'ils ont senti que le parti avait marqué des points, qu'il avait étendu ses alliances (quelle différence entre la préparation de la journée du 28 juin et celle de la journée du 27 octobre !) et pris des responsabilités nouvelles, qu'ils ont voté à la quasi-unanimité (731 mandats contre 31 et 21 abstentions) un texte fixant notre orientation pour les prochains mois.

Cela ne veut évidemment pas dire qu'il ne subsiste aucune divergence. Certaines de ces divergences appellent une discussion plus approfondie ; d'autres peuvent être rapidement surmontées à la condition d'aborder les problèmes d'une manière réaliste et en dehors de toute réaction passionnelle.

C'EST ainsi que nous sommes parvenus à préciser notre attitude à l'égard de l'*insoumission individuelle* et de la *désertion*. L'immense majorité des délégués étaient d'accord, au départ, pour penser que le parti ne pouvait pas préconiser ces formes de lutte, dans la mesure où elles ne permettent pas un développement de l'action primordiale c'est-à-dire de l'*action de masse*. Mais cet accord ne tenait plus lorsqu'on mettait en avant des formules précises. « *Nous ne voulons*, disaient les uns, *aucun mot qui puisse donner à entendre que nous condamnons les quelques centaines de jeunes qui ont choisi cette voie.* » « *Si vous ne dites rien*, répondaient les autres, *vous allez créer l'impression que nous soutenons plus ou moins honteusement la désertion.* »

Finalement, le Conseil National a adopté un texte rappelant que le parti « *ne condamne aucune forme de refus de la guerre* » et qu'il « *ne fait campagne pour sa part, que pour les formes d'action susceptibles d'éveiller un large écho dans la population et d'aider au développement de l'action de masse* ».

CETTE discussion ne revêtait cependant qu'un caractère très secondaire par rapport à celle des initiatives nouvelles que nous avons à prendre.

Parmi ces initiatives figurent un appel aux soldats qui sera diffusé par toutes nos fédérations, un appel aux travailleurs européens d'Algérie qui marquera notre volonté de dissocier le bloc qu'ont réussi à constituer (et qui veulent à tout prix maintenir) les adversaires de la paix, et la mise au point de l'organisation d'une riposte antifasciste à un éventuel coup de force militaire.

Nous avons également tenu à préciser dans quel cadre et en vue de quels objectifs nous entendions pratiquer l'*unité d'action sans exclusive*. Les fautes commises par le Parti Communiste ont été définies sans faiblesse, mais nous n'avons pas pour autant oublié la nécessité de revenir sans cesse à la charge pour faire triompher l'*action commune*.

NOUS avons été encore plus loin. Faisant écho aux motions votées par plusieurs fédérations, le Conseil National n'a pas hésité à rappeler que « *la force principale du pouvoir gaulliste, vient de ce qu'il n'existe pas encore d'alternative de gauche à son régime* ».

Cette alternative, le P.S.U. sait qu'il ne la construira pas tout seul. Il sait qu'elle nécessite à la fois de grandes luttes et l'établissement d'un programme constructif. Mais il sait aussi que sans lui, sans la combativité qui est la sienne et sans l'effort de renouvellement qu'il représente, aucune alternative de gauche ne serait désormais possible en France.

Gilles MARTINET.

ALFORTVILLE : 1^{er} Conseil National du P.S.U.

Les 11 et 12 novembre à la mairie d'Alfortville, le P.S.U. a tenu ses premières assises nationales depuis la fusion d'avril. Pour la première fois les délégués avaient été élus sans qu'aucun compte soit tenu de leur appartenance politique antérieure, et le Conseil National donne donc une image exacte de ce qu'est notre Parti. Quatre-vingt-quinze délégués porteurs de 783 mandats représentent la quasi-totalité des départements français et nos sections d'Algérie, et les 55 membres du Comité Politique National s'étaient joints à eux.

Ce qui frappait d'abord, c'était la jeunesse des délégués. Lorsque des

Le débat fut introduit par notre camarade Gilles Martinet, secrétaire général adjoint du Parti, dont le rapport recueillit l'approbation de tous. Gilles Martinet, après avoir rappelé l'attitude d'intransigeante hostilité envers le régime gaulliste et la volonté de paix négociée avec le F.L.N. qui furent les deux traits essentiels du Parti dès sa naissance, insista sur deux faits nouveaux : la manifestation du 27 octobre et le discours du 4 novembre.

statistiques plus précises auront été établies, elles montreront sans doute qu'aucun parti français ne peut se targuer d'une moyenne d'âge aussi basse que celle du nôtre; le P.S.U., parti jeune, est un parti de jeunes. C'est la meilleure garantie de son avenir.

Bien qu'une séance entière ait été consacrée aux problèmes économiques, sociaux et revendicatifs introduits par un rapport de Pierre Belleville, la plus grande partie de la discussion porta sur le problème algérien, sur ses conséquences pour le régime en France et sur les perspectives concrètes de la lutte pour la paix.

● MARTINET souligna les perspectives ouvertes par la journée du 27 dans le domaine des actions de masse. Regrettant que l'unité n'ait pu se réaliser à Paris comme en province, Martinet indiqua qu'une des tâches du Parti serait, dans les jours qui viennent, de fixer clairement les responsabilités en ce qui concerne cet échec de l'unité, sans aigreur mais sans dissimulation, afin que la prochaine fois toutes les forces de paix puissent être réunies dans la clarté et la loyauté.

Il marqua le rôle décisif que peut jouer notre Parti pour amener à coopérer des syndicats qui conservent une défiance exagérée à l'égard du P.C., et le Parti communiste qui n'a pas encore liquide tout sectarisme.

● MARTINET montra ensuite que le discours du 4 novembre esquivait le problème décisif : celui de la reprise des négociations avec le F.L.N. sur les conditions de l'autodétermination. Sans doute le mot de « République algérienne » marque de façon irréversible la mort du mythe de l'Algérie Française; mais tant que de Gaulle prétendra remplir le cadre ainsi annoncé par une troisième force inexistante, la paix restera derrière la porte.

Notre tâche consiste alors, poursuit Martinet, à constituer une force politique autonome, qui mène de front la lutte pour la paix et la lutte contre le régime. Car le régime est né de la guerre et ne survit que par elle. Nous devons écarter les mots d'ordre confus comme celui de « Table Ronde », nous refuser à cautionner les tentatives de reconstitution d'une troisième force, à laquelle rêve la S.F.I.O. en mal d'opposition. Proposer aux masses une « alternative socialiste » concrète qui réponde à leurs inquiétudes sur la

succession de de Gaulle, imaginer des formes d'action capables de rallier le plus grand nombre de gens dans une lutte toujours plus résolue, organiser la lutte des jeunes contre la guerre en l'orientant vers l'action de masse, telles sont les voies proposées par le rapport de Gilles Martinet et choisies par le Parti dans les motions citées par ailleurs.

De très nombreux camarades prirent part à la discussion qui fut vive, parfois passionnée, mais toujours fraternelle. A vrai dire, les divergences portèrent plus sur des questions d'accent ou d'appréciation théorique que sur l'action concrète. Les uns insistent sur la nécessité des actions d'avant-garde, les autres accordent la priorité aux actions de masses, mais aucun ne nie la solidarité de ces deux types d'action. Les uns pensent que la lutte révolutionnaire du peuple algérien peut aboutir à la chute du capitalisme français, les autres estiment que ce capitalisme n'est pas suffisamment engagé en Algérie pour que l'indépendance de l'Algérie entraîne sa perte définitive. Mais les uns et les autres sont d'accord pour maintenir l'entièreté autonomie du P.S.U., pour refuser qu'il abdique ses responsabilités en faveur de qui que ce soit. Et en définitive ce qui unit nos camarades est beaucoup plus important que ce qui les sépare, comme en témoigne l'imposante majorité qui a voté la résolution finale.

D'autre part des propositions intéressantes furent apportées par les délégués : celle par exemple d'internationaliser le problème, non au niveau des gouvernements mais au niveau des peuples, en entraînant les Partis socialistes et les Syndicats européens et les mouvements nationaux d'Afrique dans la lutte et de réclamer la libération de tous ceux qui sont emprisonnés pour avoir combattu en faveur de la République algérienne.

Au total la quasi unanimité qui s'est dégagée sur un texte qui est, non un compromis, mais un texte de combat est le meilleur indice de la vitalité et de la maturité de notre Parti. Après une très large discussion, nos camarades ont compris qu'il fallait prouver aux masses notre union et notre cohésion dans l'action, ils ont su dépasser les stériles querelles de tendance et tracer une voie dans laquelle le Parti tout entier va maintenant s'engager. Les décisions prises sont désormais la loi du Parti jusqu'au prochain Congrès; il s'agit de les appliquer.

L'heure est à l'action fraternelle et résolue contre la sale guerre et le pouvoir personnel.

Bernard FRESNEAU

Le compte rendu détaillé du Conseil National d'Alfortville des 11-12 novembre 1960, paraîtra dans le n° 2 du « Courrier du P.S.U. ». Ce numéro sera envoyé aux seuls abonnés, et aux fédérations et sections qui en auront fait la commande.

Abonnement : 1 an : 6 NF
C.C.P. « Tribune Socialiste »

54, boulevard Garibaldi, PARIS (XV^e)
Indiquer la section et la fédération à laquelle l'abonné appartient.

FLASHES EN FLÈCHES

FRANCE

● M. Louis Thomas, président de la Section Lyonnaise de l'Association des Anciens Combattants de l'Union Française est arrêté et inculpé du meurtre d'un jeune musulman de 25 ans. M. Thomas n'en est pas à son premier « coup » : avec ses groupes de choc fascistes, il avait transformé Lyon en un nouveau Chicago : attaques contre les permanences des partis de gauche et contre leurs réunions, agressions contre les vendeurs de la presse démocratique, autodafé de « Témoignage Chrétien » devant l'archevêché etc... Cet « Al Capone » de l'Algérie Française avait de hautes relations, et en particulier sur le retrouvé à toutes les cérémonies officielles aux côtés du Général Descaux, Gouverneur Militaire de Lyon. Le procès, que nul n'essaiera d'éteindre... révèlera sûrement pourquoi, malgré les avertissements répétés des mouvements de gauche, les autorités ont attendu que le sang coule pour mettre Thomas hors d'état de nuire. Au cours de sa conférence de presse le général Salan, président national de l'Association dont Thomas était le chef lyonnais, déclarait au sujet du problème algérien : « La seule solution digne de la France et même de l'humanité consiste à recréer cette fraternité des communautés que nous avons vues s'épanouir le 13 mai 1958 ». Il devrait bien commencer par en convaincre ses propres fidèles, ou plutôt par modérer l'amour qu'ils portent à leur frères musulmans, car l'exemple de Thomas semble prouver que certains ont la fraternité un peu chaude, et, pour reprendre un mot célèbre, aiment les Algériens comme d'autres le beefsteak : bien saignants.

● Le 8 novembre à la Mutualité, 3.000 personnes sont venues entendre aboyer les chiens de l'autre meute ; elles constituaient aux dires de M. Le Pen « tout le Paris révolutionnaire » (si c'est exact, la révolution à la sauce Le Pen n'est pas pour demain!). Il ne manquait à cette assemblée de sans-culottes que deux Jacobins notoires, dont M. Dides présenta les excuses : M. André Marie et M. Frédéric Dupont, qui montrèrent la virulence révolutionnaire que l'on sait au sein d'une bonne douzaine de gouvernements de la IV^e. M. Le Pen salua « cette foule plus imposante que celle réunie par les petits trahis de l'U.N.E.F. dont on sait le peu de courage » ; question courage, on voit que M. Le Pen en tout cas n'a pas peur des gros mensonges ! M. Dides, ex-membre des Brigades Spéciales de Vichy, et M^{me} Tixier-Vignancour, ex-membre du Commissariat aux Affaires Juives de Vichy, disparaissent généralement les brevets de trahison (ils sont experts). Chacun eut le sien : le chef de l'Etat, les ministres, les professeurs, les étudiants, les évêques, les syndicats, les militaires — représentés dans la salle par le colonel Thomazo — les policiers — pour faire plaisir au commissaire Dides — et aussi les concierges, pour ne pas faire de peine à M. Frédéric Dupont. A la sortie, malgré la présence du commissaire Dides, il y eut quelques incidents avec le service d'ordre, quelques personnes conduites au poste. Messieurs de la police, accordez vos... violons !

ALLEMAGNE DE L'OUEST

● Le chancelier Adenauer a déclaré à Bonn : « Il était normal que les U.S.A. prennent la tête de l'O.T.A.N. quand ils étaient

les seuls à détenir l'arme atomique ; il reste non moins normal qu'ils conservent ce leadership aujourd'hui. Il est impossible de laisser se dissoudre l'alliance atlantique dans une coalition d'armées nationales ; l'intégration militaire ne pourra jamais aller trop loin ».

Bref, il a pris méthodiquement le contre-pied de toutes les thèses du Général de Gaulle. Il se trouvera sans doute une « meute » malveillante pour considérer cette attitude comme un échec de la politique de grandeure, mais c'est là l'incompréhension ou mauvaise foi. Le Général de Gaulle voulait rendre à la France son originalité, la distinguer du terne troupeau des nations ; c'est maintenant chose faite : il n'y a plus un seul point sur lequel la France soit d'accord avec ses alliés !

MARCHÉ COMMUN

● Les Allemands se refusent à manger la viande française. Pourvu que ça dure !

SUD-VIETNAM

● M. Diem a triomphé des cinq bataillons de parachutistes qui s'étaient insurgés contre son gouvernement. M. Diem est un enfant de la guerre froide, il avait en arrivant au pouvoir un seul objectif : la Défense de la Liberté contre les « totalitaires ». Comme souvent en pareil cas, la Défense eut vite fait d'éteindre la liberté, et la famille Diem s'attabla autour d'un gigantesque gâteau de 100 milliards de francs servi chaque année par les U.S.A. D'où l'insurrection. Il semble bien en effet que c'était une relative liberté qui descendait au bout de ces parachutes (une fois n'est pas coutume).

Emmanuel TERRAY

Pour la libération des prisonniers politiques d'Espagne

● VINGT-ET-UN ans après sa victoire dans la guerre civile, la dictature franquiste poursuit implacablement la répression contre le mouvement ouvrier et toutes les organisations libérales et démocratiques d'Espagne.

Cette répression, limitée pendant un certain nombre d'années aux forces antifranquistes traditionnelles, s'est étendue, ces derniers temps, à d'autres secteurs de la population, et en particulier à la jeune génération universitaire qui n'a pas hésité à se manifester contre le régime d'arbitraire qui règne en Espagne depuis quatre lustres.

Les arrestations, les procès et les condamnations se succèdent : le régime frappe les ouvriers de Catalogne et d'Andalousie, les étudiants et les intellectuels de Madrid et de Barcelone.

Récemment, afin de faire face au mécontentement général, provoqué par le soi-disant « plan de stabilisation », ainsi qu'à la révolte latente des milieux de la jeunesse universitaire, le gouvernement du général Franco a approuvé un décret en vertu duquel, même les grèves « sur le tas » et les réunions culturelles seront considérées comme des actes de révolution militaire.

Ce décret, qui aggrave les dispositions draconiennes de 1943 et 1948 sur « l'ordre public », constitue plus une preuve de faiblesse qu'une manifestation de force. Le régime, en effet, ne peut plus contenir les protestations qui s'élèvent dans les milieux les plus divers, malgré son immense arsenal répressif.

Le mouvement ouvrier international, ainsi que les forces libérales et démocratiques du monde, ne peuvent rester impuissantes devant les nouvelles mesures répressives adoptées par la dictature franquiste, ni tolérer plus longtemps que les ouvriers et les démocrates espagnols continuent à être victimes d'une dictature anachronique et dégradante.

IL FAUT DENONCER L'ACTION REPRESSIVE DE LA DICTATURE FRANQUISTE

Il faut mettre fin aux scandaleuses et monstrueuses condamnations à de longues années de prison.

Des militants de toutes les organisations et groupes de l'opposition purgent actuellement des peines dans les prisons

et les bagnes d'Espagne. Quelques-uns sont isolés du monde et de leur famille depuis la fin de la guerre civile. D'autres sont privés de liberté depuis 1946 et 1947. D'autres encore, comme les jeunes catholiques, condamnés à Barcelone il y a quelques mois — ou les deux militants ouvriers de Tolède condamnés à la prison à vie pour leur activité pendant la guerre civile — sont entrés en prison pour y accomplir de lourdes peines.

Dernièrement, s'est créé en Espagne, un vaste mouvement pour la libération de tous les prisonniers politiques. Comme il fallait s'y attendre, ce mouvement a eu une large résonance dans tous les pays, et même internationalement.

Le CISAE (Comité International de Soutien aux Antifascistes Espagnols (1) manifeste sa solidarité la plus complète avec tous ceux qui, en Espagne, luttent pour la liberté des prisonniers politiques, et invite toutes les organisations ouvrières et démocratiques du monde à soutenir cette action.

Les meilleurs fils du peuple espagnol, ouvriers, paysans, intellectuels, languissent dans les bagnes de Burgos, de Santona, de Puerto, de Santa-Maria, d'Ocana, de San-Miguel, de Los Reyes et dans les prisons de Madrid, de Barcelone, de Saragosse et de Bilbao.

IL FAUT TENTER D'OBTENIR LEUR LIBÉRATION, mais pour cela, il est indispensable que s'organise UN VASTE MOUVEMENT DE SOLIDARITÉ INTERNATIONALE.

Le Comité de Soutien aux Antifascistes Espagnols assume cette responsabilité en France ; il est disposé à coordonner son action avec les organisations semblables des autres pays, ainsi qu'avec toutes les organisations et forces décidées à lutter pour la libération des prisonniers politiques d'Espagne.

Claude BOURDET, Manuel BRIDIER, Jean CAS-SOU, Robert CHERAMY, Yvon CRAIPEAU, Yves DECHEZELLES, J.-M. DOMENACH, Ch. HERNU, Yves JOUFFA, Daniel MAYER, Germaine MARCEAU-PIVERT, Pierre NAVILLE, Jean ROUS, Jean-Paul SARTRE, Laurent SCHWARTZ, G. SUANT, Maître Henri TORRES, Lucien WEITZ, René DUMONT, Georges RINO.

L'APPEL DU P.S.U. aux soldats

SOLDAT

ON te demande de passer vingt-huit mois de ta vie loin des tiens, loin de tes amis, loin de ton travail ou de tes études.

Tu as le droit de savoir pourquoi.

On t'a dit que tant que la guerre d'Algérie durerait, il ne serait pas possible de revenir à un service militaire de dix-huit mois ou d'un an. Mais sais-tu pourquoi la guerre d'Algérie se prolonge indéfiniment?

Les aînés sont allés là-bas pour défendre ce qu'on appelait *l'Algérie française, et qui était, en réalité, une Algérie dominée par une minorité de colons d'origine européenne*. Mais à toi on demande aujourd'hui de combattre pour *l'autodétermination* et pour une « Algérie algérienne » où les musulmans disposeraient de la majeure partie du pouvoir. Ce sont là les objectifs que se proposaient les nationalistes algériens lorsqu'ils ont déclenché leur insurrection il y a déjà dix ans. Alors comment expliquer que la paix ne revienne pas et que la guerre continue ?

Il y a à cela trois raisons que tu dois connaître.

- La première, c'est que le général de Gaulle emploie des formules à double sens, qu'il entend choisir lui-même les musulmans auxquels il confiera le gouvernement de l'Algérie algérienne, et qu'après avoir parlé d'autodétermination, il refuse pratiquement d'en discuter les conditions.

- La deuxième, c'est que la plupart des généraux et des colonels ne veulent pas abandonner les « honneurs, les priviléges et les profits » qu'ils tirent de la guerre l'Algérie.

- La troisième, c'est que si les généraux et les colonels sont, en temps ordinaire, des citoyens comme les autres, ils disposent, grâce à la guerre d'Algérie, d'un pouvoir politique dont ils ne veulent plus se dessaisir.

IL FAUT QUE TU SACHES

QUE les autorités qui commandent en Algérie veulent retarder le moment où toute la lumière sera faite sur les massacres qu'ils ont ordonnés et des tortures qu'ils ont encouragées ou permises, massacres et tortures qu'ils ne pourront pas justifier en se contentant d'évoquer les violences auxquelles s'est livré de son côté le F.L.N.

C'est pour toutes ces raisons qu'un groupe d'officiers liés aux « ultras » prépare actuellement un nouveau coup d'état militaire.

SOLDAT

Quelle que soit l'unité dans laquelle tu es appelé à servir, tu ne dois jamais oublier qu'il existe, dans certaines circonstances, UN DEVOIR DE REFUS, devoir dont le général de Gaulle a lui-même jadis tenu compte.

CES circonstances peuvent être en particulier les suivantes :

- Si on te demande de torturer un Algérien pour obtenir de lui des renseignements, ou encore de l'exécuter sans jugement, tu dois refuser d'obéir.

Les plus hautes autorités morales de ce pays, qu'il s'agisse des grandes organisations laïques ou des assemblées religieuses, ont reconnu la nécessité de ce refus. En 1953, le lieutenant-colonel Gardon, Commissaire du gouvernement auprès du Tribunal militaire de Bordeaux (lequel jugeait les soldats qui avaient en 1944 brûlé et massacré la population d'Oradour-sur-Glane), justifiait ce refus en ces termes : « Le principe de la discipline, force principale des armées, doit demeurer. Mais le principe de la discipline s'inscrit malgré tout dans le cadre de la loi : si l'ordre est manifestement illégal, alors il faut bien admettre que l'inférieur doit refuser d'obéir et qu'il est coupable s'il exécute le crime. »

- Si on te demande de participer à un coup d'Etat militaire en procédant à des arrestations, en occupant des bâtiments publics, ou de réprimer des manifestations populaires, tu dois également refuser d'obéir.

Tu ne dois jamais oublier que la guerre d'Algérie n'est, à aucun titre, une guerre de défense nationale, que sa prolongation ruine chaque jour davantage toute chance de réconciliation franco-algérienne et qu'une partie croissante de la population la considère comme une guerre profondément injuste et en exige la fin.

Ce texte est édité en tract. Les sections et fédérations peuvent le commander, 8, rue Henner, PARIS-9^e (3 NF le cent). C.C.P. Maurice Klein 4435-35 Paris.

DEUX MOTIONS DU CONSEIL NATIONAL

L E Conseil National du P.S.U. adresse son salut chaleureux à tous ceux qui ont été, depuis 5 ans, inculpés, arrêtés, torturés et ont souffert d'une manière quelconque pour la lutte courageuse contre la guerre d'Algérie.

- Il constate que, depuis le discours du 4 novembre du Général de Gaulle, le fait de réclamer la création d'une République algérienne ne constitue plus une atteinte à la sûreté de l'Etat, alors que des milliers d'hommes, en Algérie comme en France, demeurent internés, emprisonnés ou inculpés pour n'avoir rien dit d'autre.

- Il réclame leur libération ou des non-lieux immédiats.

- Il mandate le Bureau National pour mettre sur pied, en réunissant, dans toute la mesure du possible, toutes les initiatives existantes, un Comité de Défense de toutes les victimes de la répression alimenté par un Fonds national de solidarité.

L E Conseil National du P.S.U. estime que les gestes de P. BOISCONTIER et de ses camarades de Nanterre et de Terrasson qui refusent de participer à la guerre d'Algérie sont susceptibles, indépendamment de leur motivation, de recueillir un écho réel, en particulier dans la jeunesse.

Il charge le Comité Politique et le Bureau National de prendre les décisions d'organisation en vue du soutien de leur action, et d'une manière générale, de populariser le geste exemplaire d'Alban LIECHTLI, Pierre BOISCONTIER et de tous les soldats emprisonnés pour leur refus de combattre dans la guerre d'Algérie et d'entreprendre une campagne pour leur libération.

TEXTES DU CONGRÈS D'UNIFICATION DU P.S.U.

- CHARTE POUR L'UNIFICATION SOCIALISTE.
- ELEMENTS DE PROGRAMME DU P.S.U.
- DISCOURS D'EDOUARD DEPREUX, GILLES MARTINET, J. POPEREN

Une brochure de 58 pages — 0 NF 70 l'exemplaire.
Commandes 8, Rue Henner, PARIS-9^e — C.C.P. Maurice Klein 44.35.35

Les "120" à leurs frères d'armes

120 soldats, appartenant à deux casernes de l'Est de la France, nous ont fait parvenir le texte suivant qu'ils ont diffusé dans leurs unités :

LA guerre d'Algérie dure depuis SIX ans.

Nous, soldats appelés, sommes nombreux à nous demander :

POURQUOI SE BAT-ON ?

Puisqu'on a reconnu publiquement aux Algériens le droit à l'autodétermination et que c'est ce qu'ils réclament,

La guerre n'a pas sa raison d'être

La majorité des Nations nous condamne.

Que nous apporte cette guerre :

28 mois
des morts
perte de situation
discorde
mauvaise conscience
en nous imposant des pratiques honteuses sous vocable de racification.

La seule condition pour que la liberté puisse régner des deux côtés de la Méditerranée, c'est de faire la Paix avec les Algériens.

NOUS VOULONS
QUE CETTE GUERRE
CESSE IMMEDIATEMENT

POUR LE P.S.U. : Une souscription dans les casernes de l'Est

SIX années de guerre ! Et nous entrons dans la septième. Sans espoir d'en voir un jour la fin.

Six ans se sont écoulés et on peut constater que jusqu'à présent personne n'a pu trouver une solution.

Tortures, crimes, vies humaines sacrifiées, dépenses énormes et ruineuses, gaspillage inconsidéré d'argent et d'énergie. La France sombre chaque jour et de plus en plus dans un abîme d'horreurs, s'isole dans le crime et l'absurdité. Et c'est là notre avenir à nous, des jeunes ! Et peu de monde y pense.

Car nous, militaires du contingent, nous sommes entraînés dans cette guerre, sans pouvoir nous y opposer d'une façon directe et efficace. Nous devons résister clandestinement, nous méfier de tous et ménager nos paroles.

On sacrifice notre avenir pour sauver quelques intérêts privés qui s'avèrent aux yeux de l'immense majorité, à jamais perdus.

Et cependant des gens courageux osent s'opposer à ce régime. Un parti en France ose braver cet Etat, ouvertement. Et nous, ne pouvant prendre part directement à sa lutte, envoyons au P.S.U. le montant de notre souscription pour l'aider à poursuivre la lutte pour la paix en Algérie.

La journée du 27 octobre nous a redonné espoir, et nous vous sommes reconnaissants d'avoir œuvré pour son succès.

Des raisons que vous comprendrez certainement nous obligent à rester anonymes...

UN GROUPE
DE JEUNES APPELES

Le 5 octobre 1960.

TRIBUNE SOCIALISTE

Hebdomadaire du Parti Socialiste Unifié
Rédaction : 8, rue Henner, PARIS-9^e
Administration : 54, boulevard Garibaldi
PARIS-15^e — Tél. : SUF. 19-20 et 19-21

— Directeur - Gérant : Roger CERAT —

Imprimerie René-Boulanger
60, rue René-Boulanger, PARIS-10^e

— Travail exécuté —
par des ouvriers syndiqués

PECHINEY:

UN VIEUX " L'INTÉRÉ

L'histoire de Péchiney est exemplaire : Le trust, né en 1855 avec la chimie industrielle, s'est développé avec elle, étendant son champ d'action avec le sien. La recherche de l'utilisation des sous-produits d'une fabrication donnait naissance à de nouvelles productions. D'autre part, rapprochement et fusions s'opéraient entre entreprises réalisant les mêmes productions. En 1921, la fusion entre « Alès et Camargue » et « Froges » ramenait le gros de l'industrie de l'aluminium au sein de l'industrie chimique mère et créait le trust actuel (rebaptisé Péchiney, nom d'un des fondateurs en 1950).

Aujourd'hui Péchiney, c'est un empire. Six usines chimiques, Dix usines électrométallurgiques, une série de mines et de carrières, neuf laboratoires, des participations dans un nombre considérable de sociétés, dont une vingtaine au moins ne sont que des filiales.

La liste des produits fabriqués est impressionnante. Les bénéfices déclarés sont passés de 450 millions en 1950 à 804 en 1959, pour un chiffre d'affaires de près de 79 milliards. L'aluminium représente 54 % de ce chiffre d'affaires, et rien que pour l'année 1959, douze milliards ont été investis dans la nouvelle usine d'électrolyse d'aluminium de Noguères, bâtie à côté de Lacq.

ALUMINIUM, chimie, ne sont pas des industries qui emploient beaucoup de main-d'œuvre : En 1957 pour 1.000 francs entrés chez Péchiney, 162 francs seulement ont été dépensés en salaires, contre 525 en matière première, 200 en investissements, 93 en impôts et 20 en dividendes. La part des salaires dans le prix de revient d'un kilo d'aluminium n'atteint pas, à Saint-Jean de Maurienne, %. Elle est, ou sera, sans doute plus faible à Noguères.

Cette faible incidence des salaires, et par conséquent des avantages sociaux sur les prix de revient, explique partiellement pourquoi la politique sociale de Péchiney a toujours pu être assez large.

Une deuxième particularité apparaît importante : cette main-d'œuvre est non seulement assez peu nombreuse, mais aussi très dispersée. Aucun

Il est vain de tenter de dénouer l'imbroglio des filiales et des participations. Rappelons simplement qu'au Cameroun et en Guinée deux usines d'aluminium ultra-modernes et les installations hydro-électriques qu'elles exigent portent l'une la marque de Péchiney-Ugine, l'autre de Péchiney seul. Déjà alliés dans le Comptoir de Ventes « Aluminium Français », qui écoule l'ensemble de leur production, les deux « grands » du métal léger renforcent ainsi leurs nœuds.

Par ailleurs un accord est intervenu entre Péchiney et Saint-Gobain au terme duquel — l'un conservant l'électro-métallurgie, l'autre le verre — ils fusionnent leur département de production chimique auparavant concurrent.

Ainsi, une industrie aux productions enchevêtrées va se trouver en bonne partie unifiée — ce qui techniquement se conçoit — non pas en un seul trust, mais en un réseau de trusts, véritable « alliance intégrée » (pour reprendre une expression à la mode ailleurs) qui pèsera d'un grand poids sur l'économie française. Nous avons pensé intéressant d'étudier la politique sociale d'un des éléments de cette alliance.

DISPERSION ET FORTE PROPORTION DE CADRES

Cette dispersion n'a pas été sans aider à la transformation du vieux paternalisme que fut celui de Péchiney, en une politique visant au développement d'un certain « esprit maison » dans une entreprise dite de « verre ». En effet, il est difficile de n'intéresser les salariés, notamment les cadres, qu'à la marche d'établissements si fragmentaires. Pour développer « l'esprit maison » il faut les intéresser à l'ensemble de l'entreprise, donc leur faire connaître les résultats et les rouages d'ensemble. Quant aux ouvriers, l'entreprise risque d'être pour eux une entité abstraite : elle va se concrétiser dans des œuvres sociales communes, signes tangibles de l'unité entre les divers établissements.

Notons enfin, autre caractéristique sociale découlant de la nature de la production, la forte proportion d'ingénieurs, techniciens et cadres. C'est le point de départ naturel pour une politique sociale de « mensualisation ». Le résultat actuel se découvre dans un seul chiffre : les mensuels atteignent 30 % de l'effectif (25 % si l'on défalque l'administration centrale). A ce stade ce pourcentage devient, en lui-même, un aspect important de la situation sociale dans le trust.

UNE POLITIQUE SOCIALE BASÉE SUR L'UNITÉ DE L'ENTREPRISE

TOUTE entreprise qui tend à développer un « esprit maison », une intégration, une participation du personnel, se doit de former ses propres cadres, d'organiser la promotion interne. Péchiney ne manque pas à la règle, possède des centres d'apprentissage, une école de dessinateurs, ses stages, mi-

UNE VALLÉE, UNE

SAINT-JEAN D

PECHINEY contrôle plusieurs des usines électrométallurgiques qui s'échelonnent en Maurienne, le long de l'Arc. Celle de St-Jean est la plus importante : près de 900 salariés, La ville compte 3.500 habitants. C'était, il y a soixante ans une petite cité savoyarde tassée, à peine plus peuplée que certaines communes de haute montagne.

Aujourd'hui les communes de haute montagne se sont vidées, St-Jean n'a guère augmenté de population mais disperse dans la cuvette que forme le coude de la vallée, une série d'H.L.M., de logis neufs qui, d'entrée, disent la présence de l'usine.

L'industrie, l'usine de St-Jean notamment, a décliné la population des montagnes, et servi de tremplin pour l'émigration ultérieure. Dans la vallée même, les agriculteurs abandonnent de plus en plus une profession que les pollutions atmosphériques fluorescentes rendent encore plus aléatoire, malgré les quelque dizaines de millions d'indemnité que l'usine leur verse chaque année.

En fait, vallée et ville vivent de l'usine. C'est la seule source importante, de travail, de salaire. L'activité commercante d'une bourgade qui n'est plus qu'à peine un marché rural repose sur ces salaires, et les activités sportives, culturelles sur les subventions de l'entreprise.

La ville, donc, vit de l'usine, ne pourrait vivre sans elle, mais n'est pas toutefois intégrée comme le sont d'autres cités créées de toutes pièces en annexes d'entreprises ou totalement annexées par celles-ci. Dans le domaine même de Péchiney, le climat est sans doute plus paternaliste à Salindres dans le Gard, point de départ de l'entreprise dont, depuis Péchiney, les directeurs généraux étaient maires de plein droit.

A St-Jean : méthode moderne : Péchiney indispensable partout contribue à tout, mais n'accapare rien. Une station de sports d'hiver s'est montée à quelques kilomètres au-dessus de la ville, à La Toussuire. Le chalet Péchiney ouvert à tout le personnel en est la pièce maîtresse, la coupe Matter, du nom de l'actuel Directeur-général, est la principale journée de La Toussuire. Mais tout St-Jean profite de l'élan donné à La Toussuire, qui devient une grande station. A l'occasion de la coupe Matter, si le maire organise la circulation, ce n'est pas que la direction le lui demande : c'est que St-Jean à intérêt à ce que la « coupe » lance la station.

Le personnel dirigeant de l'usine est instable. Ici le jeu des avancements s'opère à travers une série de déplacements à l'intérieur du trust. Cela accentue la tendance des cadres à vivre entre eux, — les liens sociaux du trust sont plus réels, plus constants même (les déplacements qui les défont peuvent aussi les refaire) que ceux qui se tissent entre les

cadres et la classe moyenne de la ville. Cela aussi contribue à maintenir une certaine autonomie à la vie locale.

Il y a, dans tout secteur géographique même industrie, des rapports sociaux qui ressemblent étrangement au colonialisme. Colonialisme des classes dirigeantes vis-à-vis des classes laborieuses, colonialisme de Paris vis-à-vis de la province. A St-Jean, la direction Péchiney est résolument néo-colonialiste.

DES SALAIRES PLUS ÉLEVÉS

Les indigènes, qu'on invite gentiment à gérer eux-mêmes une partie de leurs affaires, sont de deux catégories : les ouvriers « Péchiney » et les autres.

Le fond ouvrier vient de la région. Les gens installés de longue date à Péchiney sont à l'entretien, fournissent les petits cadres. Les ex-agriculteurs les plus récemment arrivés vont, au moins un certain temps, travailler dans la chaleur et les effluves des cuves à électrolyse avec les derniers émigrés italiens et les Algériens. Travail dur s'il en est, mais il y a la perspective des salaires Péchiney, des avantages sociaux Péchiney.

On cite des chiffres moyens de salaires ouvriers : 700 NF. (Un petit cadre qui vient de St-Quentin me dit toucher ici un tiers en plus « Mais la vie est chère... »). Les commerçants vivent ou survivent de ces salaires qui clivent de nouveaux rapports sociaux. « Un ouvrier de l'usine gagne plus qu'un des nôtres débutant, me dit un professeur. Et ils ont de fortes chances d'être logés plus convenablement qu'un des nôtres qui débarque... » A côté de ce prolétariat les autres travailleurs, les gens de la S.N.C.F., ceux qui travaillent pour les entreprises dont certaines sont employées par Péchiney d'un bout de l'année à l'autre, deviennent un véritable sous-prolétariat.

Il est évident que le système social Péchiney repose sur cette coupure. Comme dans bien d'autres secteurs, les ouvriers de la grande entreprise de St-Jean ont pris l'habitude de voir leurs problèmes traités sans eux, leurs questions de logement réglées par Péchiney, là aussi avec un certain libéralisme, leur loyer — réduit de la part payée par l'usine — retenu sur leur salaire. Au point que, récemment, la Direction ayant proposé de remplacer certains avan-

DU PATERNALISME D'HIER...

A.-R. PECHINEY semble avoir été (de 1877 à 1906) un patron difficile : aussi sévère pour les autres que pour lui-même, il était soucieux de tous les détails y compris les plus insignifiants. Quand il aura atteint le sommet de sa courbe, on dira qu'il était à la fois directeur de sa compagnie, directeur de chacune de ses usines et portier-consigne.

Avec l'âge il deviendra fort susceptible et jaloux de son autorité. Aussi soucieux des intérêts de sa compagnie que des siens propres, réclamations et sollicitations le trouvaient habile à les éluder. Non qu'il fut insensible aux difficultés d'autrui et tout d'abord à celles de son personnel, et il en témoignait à l'occasion par des concours savamment gradués. Il proclamait volontiers que les retraites ouvrières, dont on commencera à parler à la fin de son consulat étaient inopportunes, parce qu'elles enlèveraient aux salariés le sens de l'économie ; le mot de « paternalisme » ne figurait pas au vocabulaire de son époque mais on eût pu l'inventer pour lui.

Redouté, il était aussi respecté : sa valeur de technicien, sa conscience professionnelle inspiraient l'estime : un certain style de vie était alors compris de tous et dans le fond d'eux-mêmes les paysans du Gard, — mués en travailleurs syndiqués ou près de l'être —, admiraient, après en avoir critiqué les effets, l'esprit d'économie.

« Histoire d'une Entreprise Française »
C. GIGNOUX.

K PATERNALISME A L'HEURE DE ESSEMENT A L'ENTREPRISE "

PAR PIERRE BELLEVILLE

lieux de brassage où l'entreprise apparaît au-dessus des divers établissements : les cours donnés aux cadres réservent une large place à la connaissance de l'entreprise, à ses structures administratives. En règle générale d'ailleurs, Péchiney, pour s'associer les cadres et en faire les exécutants de sa politique, commence par les informer : des cours sont consacrés à des exposés relativement objectifs de la législation sociale. Ils introduisent ceux qui ont trait aux « œuvres-sociales-Péchiney ». Celles-ci sont nombreuses. Les services sociaux (en pratique services d'hygiène et de santé), sont distincts des œuvres sociales qui touchent l'habitat, les vacances, les « activités spirituelles, culturelles, sportives. Notons, à propos de sport, l'existence de coupes inter-établissements (ski, foot, basket, boules, etc.) qui tendent, elles aussi, à concrétiser l'entité « entreprise ». L'ensemble de toutes ces dépenses s'élève à 4 % environ des salaires.

Comment sont gérées les œuvres sociales ?

Par les Comités d'établissement et le Comité central d'Entreprise. Là aussi le vieux paternalisme a su s'adapter, se mouler dans le cadre légal nouveau, en l'adaptant d'ailleurs largement à ses besoins. Comités d'établissement, Comité Central, existent, se réunissent, discutent : le jeu se joue.

En pratique, il semble assez difficile de distinguer entre le budget du Comité central et les interventions financières directes de la Société. Le Comité central d'ailleurs, disant son mot sur tous les problèmes, n'assure aucune gestion véritable. La Compagnie Péchiney gère pour lui et il est bien évident que pour les ouvriers, peu informés des subtilités légales, les œuvres (dont la mise en valeur est assurée par le bulletin d'entreprise, fort belle revue bimestrielle) avec lesquelles il entre en contact par l'intermédiaire du personnel Péchiney, voire par celui de l'encadrement normal du travail, apparaissent

VILLE, UNE USINE

DE MAURIENNE

tages en nature par une augmentation de salaire, le personnel intéressé a refusé. L'arrangement était-il ou non à son avantage ? Les avis sont partagés, mais cela n'a pas été le principal point de discussion : Il y a eu instinctivement refus ouvrier de voir changer quelque chose aux habitudes acquises.

C'est évidemment un succès du paternalisme, mais c'est un succès passif. Quand Péchiney veut aller plus loin, intégrer activement la classe ouvrière, d'autres obstacles s'élèvent.

J'ai beaucoup parlé autour de moi de la fameuse distribution d'actions. Il n'est pas sûr qu'il en reste de grandes traces. De nombreux ouvriers se sont tout simplement empressés de revendre les leurs. Les « moins-au-courant » n'ont quelquefois pas été jusqu'à la banque, et les ont cédées à quelques individus qui se sont découvert pour l'occasion une âme d'agioleur et ont abusé du manque d'information, du besoin immédiat d'argent de l'Algérien ou de l'Italien récemment immigrés. Moralement, dans le milieu strictement ouvrier, l'opération apparaît comme un échec. Mais on peut se demander si elle visait réellement les ouvriers, si elle n'était pas plutôt destinée aux petits cadres, aux techniciens. Quelqu'un m'a dit l'insistance d'un responsable d'une banque locale pour l'empêcher de vendre plusieurs actions plusieurs actions indiquant à la fois l'ancienneté et le technicien et l'agent de banque semblait chargé de lui signifier que, pour un technicien le geste était incongru.

PARTICIPATION SANS PARTICIPANTS

Les ouvriers donc, sont habitués à la politique sociale, mais ne deviennent guère participants. Au contraire, comme on l'a souvent remarqué, leur niveau de vie général leur donne le sens du possible et de nouvelles perspectives de revendications apparaissent.

Le grand problème est de les organiser. Longtemps cela n'a guère été possible. Les sections syndicales étaient prises dans le jeu : — solution des cas individuels que la Direction refuse rarement de discuter, — présence au Comité d'Établissement, même au Comité Central d'Entreprise : perspectives toujours ouvertes aux meilleurs éléments syndicaux de promotion personnelle.

Les sections pourtant n'ont pu être détruites par ce climat et l'on a vu apparaître, au contraire, de

sent partie intégrante de la vie d'entreprise. Ainsi elles ne semblent pas avoir beaucoup de rapports avec le syndicalisme, sinon dans la mesure où elles fournissent des occasions de revendication au même titre que les salaires.

La volonté Péchiney de créer entre les différents établissements un esprit d'entreprise et de faire participer les travailleurs à cet esprit se retrouve dans les méthodes de rémunération : la prime de productivité qui joue dans le salaire un rôle important, (et ceci depuis 1947), se calcule certes, suivant des modalités complexes, par usine, — mais les laboratoires, les services centraux touchent la prime d'après la moyenne pondérée des autres établissements. D'ailleurs même différenciée par établissement, la prime est établie suivant des normes d'ensemble discutées au sommet en comité central, elle est donc bien un lien pour toute l'entreprise.

TOUT LE MONDE ACTIONNAIRE

La distribution d'actions au personnel est un lien du même ordre. On sait qu'en octobre 1959 Péchiney justifiait sa réputation d'entreprise d'avant-garde et concrétisait les projets gouvernementaux d'intérêt en organisant parmi son personnel une distribution gratuite de 75.000 actions. Il est trop tôt pour se rendre compte des résultats psychologiques d'ensemble de cette mesure. Elle n'atteint pas toutes les catégories de la même façon. Des ouvriers sans grande connaissance économique peuvent n'y voir, au fond, qu'une prime, un peu plus compliquée à percevoir que les autres. Les Ingénieurs et Cadres, eux, n'avaient pas besoin du se-

cours direct de Péchiney pour participer s'ils en avaient envie au jeu capitaliste. En revanche, pour les Agents de maîtrise et employés, il peut s'agir réellement d'une initiation aux formes capitalistes de propriété et surtout au « boursicotage ».

La première surprise dans l'affaire a sans doute été créée par les réactions syndicales. Chez Péchiney les syndicats ne sont pas persécutés. Certes les particularismes (C.G.S.I., Autonome de Gardanne) sont encouragés : l'unité du trust ayant tout à gagner à la dispersion géographique des sections syndicales...

Mais, quelles que soient les préférences de la Direction, pour les organisations existantes, l'entreprise, ses livres et ses rouages sont ouverts (on ne leur demande justement que d'y entrer...) Pourtant la distribution d'actions ne fut pas approuvée par les plus fortes représentations syndicales et l'on dut se contenter de signer un accord avec les autres. De leur côté, les syndicats non signataires dénonçaient l'opération. Ils calculaient et disaient que 75.000 actions représentaient moins de 1 % du capital, et qu'en fait de participation à la gestion ce n'était pas décisif.

UNE ÉPREUVE DE VÉRITÉ: LES " CONGÉS- ÉDUCATION "

Depuis lors ils ont contre-attaqué sur un autre terrain en demandant au Comité central d'Entreprise de subventionner les congés-éducation pour les salariés suivant les stages d'écoles syndicales. En bonne logique, une Direction aussi soucieuse de s'associer son personnel que Péchiney ne peut que souhaiter de voir améliorer sa formation économique. Pourtant elle s'est refusée jusqu'à maintenant à mettre la suggestion au vote, prétextant que ce genre d'initiative n'entrant pas dans le cadre des attributions du C.C.E. La Direction s'étonne d'ailleurs que les syndicats lui imposent cette épreuve de vérité. Elle leur reconnaît, comme rôle, de revendiquer à chaque occasion, un peu plus que ce qu'elle offre à condition que les revendications demeurent dans la ligne de ce qu'elle voulait bien donner. Mais l'affaire des congés-éducation apparaît dans une ligne totalement nouvelle et il y a deux ans, on n'aurait pas soupçonné que les syndicats puissent s'y risquer ! Pas plus d'ailleurs que n'était prévu, six mois après la distribution des actions, une grève à Saint-Jean-de-Maurienne, la première depuis plus de dix ans.

Que signifient ces réactions ? Peut-être pourrait-on avancer comme explication qu'à Péchiney comme ailleurs, la politique du régime gaulliste aide les militants à découvrir les réalités des politiques sociales des trusts...

...AU PATERNALISME D'AUJOURD'HUI

DANS le rôle du Chef, j'insisterai sur deux points :

— Il faut penser aux hommes, s'occuper d'eux et s'efforcer de les comprendre.

— Il faut tout mettre en œuvre pour créer et entretenir l'esprit d'équipe. Au siècle où nous vivons, un homme seul, si brillant soit-il, ne peut rien, s'il n'obtient la confiance, le concours et le dévouement de ceux qui travaillent avec lui. Les contacts directs, l'information, le respect de la personne humaine permettent d'obtenir le climat favorable au maintien de cet esprit d'équipe.

C'est une nécessité de l'heure : il faut établir des contacts à tous les échelons d'abord pour essayer de se comprendre et ensuite faciliter les relations sur un plan purement humain. Il y a beaucoup à faire dans ce domaine, cela n'échappe à personne. Cela ne peut être l'œuvre d'un seul ou même de quelques chefs.

Que tous ceux qui détiennent une part de responsabilité, si petite soit-elle, prennent conscience de cette nécessité et fassent l'effort nécessaire pour arriver à un résultat pratique.

La route à suivre est longue et difficile, et de plus, il n'y a pas de règle, on ne peut codifier le comportement humain, mais si chacun comprend son rôle et accepte loyalement de participer à la « Grande Cordée » que nous formons, les obstacles seront franchis, la route déblayée et le sommet sera accessible.

(Extraits d'un exposé fait au cours d'une réunion de « Cadres-Péchiney » en 1959.)

jeunes militants ouvriers et techniciens qui posent à l'entreprise de nouvelles questions : Les syndicats par exemple refusent d'être conditionnés dans leur action par des décisions économiques auxquelles ils n'ont aucune part. Ce sont eux — et ceux des autres usines, qui réclament des subventions pour le congé-éducation.

La Direction découvre soudain que ceux sur qui elle comptait — techniciens, ouvriers qualifiés — refusent le rôle de courroie de transmission. Les uns, s'ils se considèrent comme intermédiaires entre la Direction et les ouvriers, veulent être arbitres. Les autres choisissent de rejoindre l'ensemble des salariés.

En juin dernier, les difficultés économiques de tous, la présence de ces jeunes militants se sont brusquement traduites par une grève. Le vent chaud qui vient d'Italie, la « Lombarde » soufflait depuis plusieurs jours, rendant autour des cuves les conditions de travail intolérables. La grève de 24 heures fut suivie dans des proportions que personne n'attendait. Quelques jours plus tard : deuxième arrêt de 24 heures. A la Direction, on parle d'erreurs psychologiques commises et on entreprend d'en réparer quelques-unes. Commence, par la même occasion, un travail de reprise en mains de l'encadrement, des contremaîtres. Parallèlement on distille quelques menaces, on prépare le terrain à un « syndicat-maison », on rappelle que, après tout, depuis que l'électricité est nationalisée, la situation de l'usine n'est pas tellement avantageuse...

Mais ce qui apparaît le plus clairement c'est une autre inquiétude, un certain doute : les méthodes d'intégration présentent décidément de larges failles, l'évolution des jeunes générations — ouvriers et techniciens — n'apparaît plus tracée à l'avance. Les dirigeants de Péchiney ont poussé à l'esprit d'équipe. En un sens ils ont réussi. Le plus ardent des militants syndicalistes reconnaît la différence qui existe entre le propriétaire d'une petite entreprise de terrassement, arrivant en « patron » le dimanche à la station de ski, furieux de côtoyer les voitures des ouvriers — et le directeur de Péchiney, ce jour-là simple sportif parmi d'autres...

Mais le même militant qui raconte cette histoire conclut que cela n'a d'ailleurs pas d'importance, que cela aussi s'apprend dans les manuels pour cadres, que la psychologie maintenant vulgarisée n'impressionne plus personne. Ce dont il est maintenant question, c'est de la redistribution des tâches au sein de la fameuse équipe. Et c'est de ce côté-là que des revendications, hier inconnues surgissent aujourd'hui à Saint-Jean-de-Maurienne comme ailleurs

EN DÉCEMBRE 1941 :

JUIN

défendait l'Afrique

...avec Goering

Si un homme est à jamais disqualifié pour donner des leçons de patriotisme, c'est bien M. JUIN dont on a cru devoir faire un Maréchal de France.

Nous publions sans en changer un mot, le compte rendu rédigé de sa main d'une mission qu'il a remplie auprès du maréchal Goering. Nous le déisons d'en contester l'authenticité.

J'AI été reçu par le Maréchal Goering, le 20 décembre (1) à 11 h. 45, au ministère de l'Air, à Berlin. L'entrevue s'est déroulée en présence du général de Warlimont, arrivé la veille du G.Q.G. de l'Est, et du conseiller Schmidt, interprète du Maréchal.

Après les présentations et salutations d'usage, le Maréchal m'a exposé que l'entrevue avait pour objet d'examiner le problème de la défense de notre empire africain contre les tentatives anglo-saxonnes, problème déjà posé à Saint-Florentin et qui conditionne à ses yeux la suite à donner au memorandum remis par le Maréchal Pétain.

Il a ajouté que malheureusement, depuis lors, des événements regrettables s'étaient produits qui avaient entraîné des représailles sévères de la part des Autorités allemandes d'occupation — qu'il comprenait très bien le sentiment éprouvé par le Maréchal Pétain devant de telles représailles mais qu'il fallait bien qu'on se rendît compte en France, que l'Allemagne ne pouvait tolérer que ses officiers soient lâchement assassinés, qu'en tout cas il avait vérifié lui-même la liste des otages choisis comme victimes pour bien s'assurer qu'elle ne comprenait que des ennemis de la cause allemande et du Gouvernement de Vichy, et qu'aucun innocent n'y figurait.

Abordant ensuite le thème général de la collaboration, il s'est montré étonné des fluctuations que subit cette thèse, non seulement dans l'opinion publique en France, mais aussi dans l'esprit des dirigeants eux-mêmes trop facilement influencés, à son gré, par les événements extérieurs de la propagande anglo-saxonne.

Le souci de ménager des vies humaines...

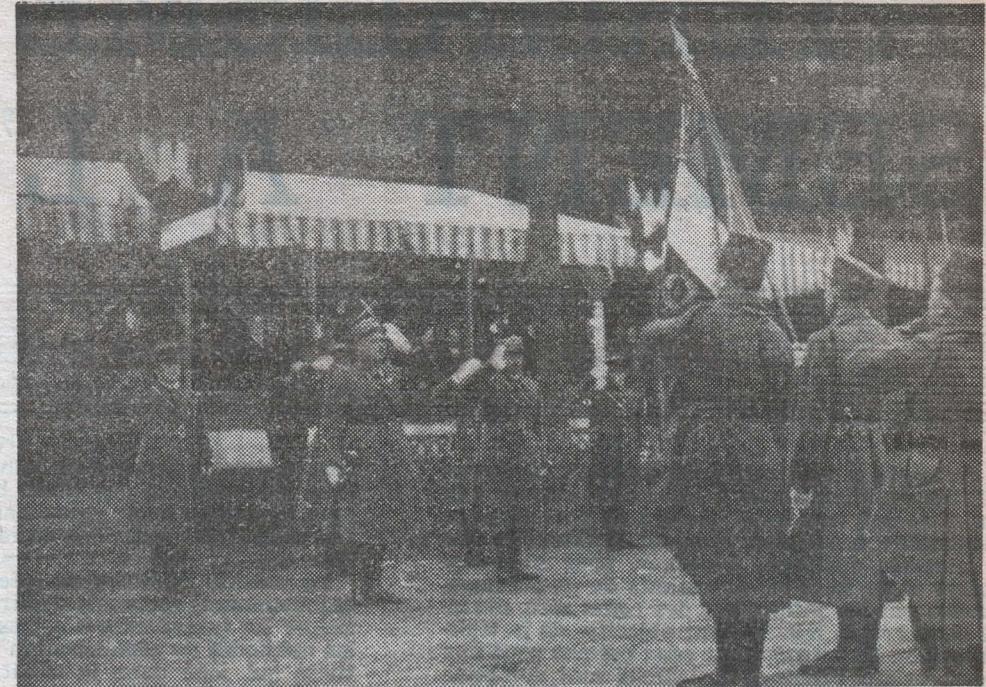
C'est ainsi que le fait que les Allemands n'avaient pas pu prendre Moscou et se retrouvent sur de meilleures positions pour passer l'hiver était interprété comme un échec de la campagne de Russie et le signe de la faiblesse allemande, — que je devais, en tant que soldat, comprendre qu'une guerre comme celle que l'Allemagne était obligée de conduire comportait nécessairement des hauts et des bas, mais qu'en ce qui concernait le front russe, les Français pouvaient être assurés que l'Allemagne tenait le bon bout et ne lâcherait pas —, que seules les difficultés créées par un hiver rigoureux et le souci de ménager des vies humaines avaient déterminé l'arrêt des opérations offensives. Quelle importance pouvait bien avoir un recul stratégique d'une centaine de kilomètres puisqu'il ne s'agissait que de s'établir sur des positions favorables à la défense pendant l'hiver et à la reprise au printemps des opérations militaires ?

Que, par ailleurs, d'autres événements devaient faire réfléchir les Français : à savoir l'entrée en guerre du Japon, de ses premiers succès, — lesquels témoignaient manifestement de la surestimation de la puissance anglo-saxonne dans le Pacifique et amorçaient l'effritement de l'Empire britannique.

Il était temps, en conséquence, que la France, en ce qui concerne la collaboration, sortit de la phraséologie et des hésitations habituelles pour porter la question sur un terrain net et clair, de façon à dissiper toute équivoque, qu'en particulier, pour ce qui concernait la défense de l'Empire français d'Afrique, il attachait du prix à ce que nos intentions fussent clairement exprimées. Il attendait de moi tous éclaircissements à cet égard : c'était l'objet même de ma convocation.

Ce discours liminaire ayant été traduit par M. le conseiller Schmidt, j'ai assuré le Maréchal que je ne manquerai pas de rapporter fidèlement au Maréchal Pétain et à l'Amiral Darlan tout ce qu'il m'avait dit touchant les représailles et l'esprit de collaboration, et j'ai abordé le problème de la défense de l'Afrique du Nord, me réservant, s'il m'en exprimait le désir, de lui faire exposer les questions d'A.O.F. par le Capitaine de Frégate Caron et le Colonel Morlière, du Secrétariat des Colonies.

Après quelques considérations d'ordre général sur le théâtre d'opérations nord-africain, j'ai passé en revue les éventualités qu'on y pouvait craindre : éventualité atlantique, côte algérienne, Tunisie du Nord et enfin frontière tripolitaine.



Commandant en chef des Forces françaises en Afrique du Nord (1941-1942)

(Photo Keystone.)
au temps de Vichy... Maréchal de France, dix ans plus tard...

J'ai cru devoir dire qu'en ce qui concernait l'éventualité atlantique, le danger immédiat n'était pas très grand, étant donné les difficultés d'un débarquement sur la côte marocaine en cette saison (côte difficilement abordable — éloignement des bases de départ — impossibilité de mettre immédiatement à terre des engins puissants de rupture, etc...) — que, dans ces conditions, les forces qu'on nous avait laissées au Maroc pouvaient permettre de rejeter l'ennemi (2) à la mer, — encore qu'elles fussent à peu près dépourvues de matériel moderne —, qu'il en était de même pour la côte méditerranéenne de l'Algérie et la Tunisie du Nord, où, en plus des difficultés propres au débarquement, il fallait compter avec une moins grande sécurité des arrières maritimes.

Le maréchal a seulement fait observer que la côte marocaine française n'était pas seule à envisager et qu'il y avait lieu de prévoir aussi un débarquement possible en zone espagnole.

Je lui ai répondu que je croyais savoir que les Espagnols avaient considérablement renforcé la défense de leur zone (confirmé par le général de Warlimont), que nous avions intérêt, nous Français, à ce que les Anglo-Saxons ne prennent pas pied en zone espagnole et qu'en cas d'attaque de cette zone, une sorte de solidarité devrait jouer, sans parler de réciprocité.

Poursuivant mon exposé, j'ai examiné le problème de la défense dans le Sud tunisien, dans le cas où les forces germano-italiennes de Libye seraient amenées à refluer en Tunisie.

J'ai développé les raisons pour lesquelles il convenait de défendre la Tunisie du Sud en marquant l'arrêt à la hauteur de l'ancienne position de Mareth (économie des forces), nécessité morale de ne pas abandonner la Tunisie du Sud, laquelle procurerait en outre, aux Anglais, de redoutables bases aériennes offensives pour l'attaque de l'Italie du Sud.

Sur le chapitre des moyens nécessaires (une trentaine de bataillons en Tunisie), j'ai fait observer que les conventions d'Armistice imposées par les Italiens ne nous autoriseraient pas à maintenir plus de 9 bataillons dans toute la Tunisie et maintenaient la région du Sud tunisien sous le régime de la démilitarisation.

Qu'il convenait donc, au préalable, que ces clauses fussent supprimées pour nous permettre de réarmer la position de Mareth et d'y concentrer les moyens nécessaires.

Rommel à nos côtés

Pour ces derniers, ils ne pouvaient être prélevés que sur les réserves générales d'Algérie et même sur la Métropole (un groupe mobile), tant que l'Armée du Levant qui n'est actuellement qu'un mythe ne serait pas reconstituée. J'ai ajouté que ces moyens manquaient de matériel moderne et que sans entrer dans le détail des demandes déjà soumises par la Commission d'armistice, il importait, pour résister à une attaque terrestre, que nous fussions renforcés en cadres et troupes (engagés retenus dans la Métropole, prisonniers) et en matériel de qualité, en utilisant à tout le moins les disponibles encore sous contrôle pour ne pas faire dépendre le renforcement d'un plan de fabrication long à mettre en œuvre.

Ces moyens en place, il fallait aussi être en mesure de durer et ce facteur était étroitement conditionné par la reconstitution de nos stocks de carburants solides et liquides tombés actuellement au plus bas et permettant à peine d'effectuer les transports de concentration.

Notre aviation manquerait d'essence avant d'avoir épuisé ses bombes et une fois la concentration achevée, notre corps de bataille du Sud tunisien serait voué à une existence éphémère.

Il convenait donc, pour durer et alimenter une bataille de 3 mois, de recompléter sans tarder nos stocks de sécurité (50.000 tonnes de charbon, 10.000 tonnes d'essence).

J'ai ajouté enfin que pour des raisons psychologiques, il y aurait intérêt à ce que les Français combattent seuls sur leur territoire.

Le maréchal, qui avait suivi cet exposé avec beaucoup d'intérêt en s'aidant de cartes parfaitement renseignées apportées par le général de Warlimont, s'est arrêté au seul problème de la défense du Sud

tunisien. Il a souligné que la Libye couvrait la Tunisie, que l'Allemagne, dans ses plans actuels, avait un intérêt majeur à ce que cette couverture fut maintenue, que cet intérêt majeur s'accordait avec celui de la France de ne pas voir les Anglais à sa frontière tripolitaine et qu'en conséquence, il fallait que nous nous prononcions clairement sur la demande de ravitaillement par la voie tunisienne incluse dans le Protocole de mai et pour laquelle l'Allemagne avait déjà payé.

Que s'il arrivait enfin, — ce qui lui paraissait improbable —, que le Corps Rommel fut obligé de se replier sur la Tunisie, il ne pouvait admettre que ce corps ne fut pas autorisé à poursuivre la lutte à nos côtés.

Des explications sur la défense de Dakar

J'ai répondu que pour ce qui était du principe même du ravitaillement, nous avions déjà consenti, depuis longtemps, à ravitailler la Libye (livraison ou acheminement des fournitures diverses par le sud tunisien, livraison récente de 4.000 tonnes d'essence), qu'une voie de ravitaillement s'ouvrant sur Bizerte devrait être sérieusement camouflée pour ne pas risquer de nous exposer à de sévères représailles avant que notre dispositif et nos moyens de défense fussent en place. Que si cette clause du Protocole de mai n'avait pas été remplie, c'est qu'elle était subordonnée au déroulement de négociations sur le plan politique qui n'avaient pas été poursuivies.

Enfin, qu'il y avait lieu de créer le climat nécessaire pour que les troupes françaises, qui n'étaient pas sans souffrir des conditions imposées par l'Etat d'Armistice (zone occupée, prisonniers, etc.), se fassent à l'idée de combattre côté à côté avec les Allemands et à fortiori avec les Italiens.

Le maréchal a insisté de nouveau sur la nécessité du ravitaillement par la voie tunisienne en acceptant le principe du camouflage. Parlant ensuite de Rommel, il s'est élevé contre la pensée qu'on pourrait l'empêcher de continuer à combattre en Tunisie, invoquant que la question de climat moral plus ou moins favorable ne devait pas jouer en pareil cas, qu'il y avait déjà un corps français combattant en Russie dans les rangs allemands et que la camaraderie de combat développée sur un champ de bataille commun pouvait faire beaucoup pour nous dans l'esprit du Führer.

Il a terminé en invitant le gouvernement français à répondre d'abord, d'une façon très claire aux deux questions suivantes, avant de poursuivre toute négociation :

1^o Accord sur le ravitaillement camouflé par la voie de Bizerte.

2^o Accord sur le principe du combat côté-à-côte, en cas de reflux du Corps Rommel dans le Sud tunisien.

Il a ajouté que, seul, le problème libyen l'intéressait actuellement, et que si ces accords n'étaient pas donnés, peu lui importait que la Tunisie et le restant de l'Afrique du Nord fussent envahis. L'Allemagne envisagerait le problème d'une autre façon et son geste sur la carte indiquait l'Espagne. Qu'au contraire, s'il y avait accord, il poursuivrait auprès des Italiens la levée de certaines clauses de l'Armistice et se prêterait volontiers aux renforcements demandés.

J'ai répondu que je n'étais pas habilité à signer un accord, que je transmettrais sa demande au Maréchal Pétain et à l'amiral Darlan.

Il m'a prié ensuite de faire entrer le capitaine de Caron et le colonel Morlière pour avoir des explications sur la défense de Dakar.

Le colonel Morlière lui a fait l'exposé des moyens de qualité qui seraient nécessaires pour mieux assurer cette défense. Le maréchal s'est intéressé aux voies d'acheminement du renforcement demandé (voie maritime et voie saharienne) et a conclu en disant que l'attaque de Dakar l'inquiétait beaucoup moins que la situation en Libye et qu'il fallait répondre aux deux questions posées.

L'entrevue a pris fin à 15 heures.

(1) Ce compte rendu de mission de l'actuel Maréchal — alors général — Juin, date de 1941.

(2) Les Anglais et les Américains !

LA VIE DU PARTI

SECTIONS et FÉDÉRATIONS

MEETINGS et RÉUNIONS

PARIS

XIVe SECTION

Mercredi 23 novembre, à 20 h. 45, 75, rue de l'Ouest, Paris (14^e) (Métro : Gaité ou Pernety).

COMPTE RENDU DE MANDAT

Claude BOURDET parlera de : L'action du P.S.U. pour les problèmes municipaux et départementaux et pour la Paix en Algérie.

VAR

TOULON

REUNION D'INFORMATION avec la participation de Gilles Martinet, Journaliste, Secrétaire National-Adjoint du P.S.U. qui traitera du Socialisme et de la Politique française :

DIMANCHE 20 NOVEMBRE

à 10 h., Salle du Cinéma « PAX », Place d'Armes. — TOULON.

Le Centre Culturel

« Paris-Rive-Gauche »

MARDI 22 NOVEMBRE à 20 h. 30, au studio du Val de Grâce 30, rue Henri-Barbusse

Projection du film de Carol Reed « HUIT HEURES DE SURSIS » (Métro : Luxembourg et Port-Royal)

BOUCHES-DU-RHÔNE

Nos camarades nous annoncent la création d'une section P.S.U. à la CIOTAT (Secrétaire : Etienne Lambert, 26, Parc de la Marine). Il était très important que cette section se constitue dans le département.

“C.E.S.” PROGRAMME

• DEGRE MOYEN

(Tous les lundis à 20 h 30, 17, rue de Chaligny, Paris XII^e. Métro : Reuilly-Diderot.)

21 novembre :

Les budgets des familles en France (2^e cours de la série : « Initiation aux problèmes économiques »)

• DEGRE SUPERIEUR

(Mardi et mercredi, à 20 h 30, 44, rue de Rennes, Paris VI^e. Métro : St-Germain-des-Prés.)

22 novembre :

« La commune, vue par Marx », par Maitron (2^e cours de la série : « Marx et l'Histoire »)

23 novembre :

Marxisme et Philosophie (II) par F. Châtelet

(2^e cours de la série « Marx et la Philosophie »)

Voir « T. S. » n° 26, du 5 novembre, p. 2, col. 1-2.

Pour tous renseignements : « C.E.S. », 17, rue de Chaligny.

PUBLICATIONS

“Vérité Liberté”

(Cahiers d'Information sur la Guerre d'Algérie), 152, rue de Rennes (6^e).

DEJA PARUS :

— N° 1 : Main rouge, main noire, mains sales; Le Grand Refus; Pourquoi nous employons la violence, par Frantz FANON.

— N° 2 : Nous qui sommes en prison, par Micheline POUTEAU; Le soldat et la machine, par Pierre VIDAL-NAQUET; La république des indicateurs : Georges ARNAUD.

— N° 2 bis : Texte intégral du livre saisi de Francis JEANSON : « Notre guerre ».

— N° 3 : Entretien avec Jean-Paul SARTRE : La jeunesse et la guerre d'Algérie; La décision, extrait du livre saisi : « Le Désert à l'Aube »; L'engrenage, de Jean CARTA; La guerre d'Algérie et le problème de l'obéissance; Guerre d'Algérie et Capital.

— N° 4 : Texte intégral du « Manifeste des 121 »; Textes saisis de « France-Observateur », de « L'Express » et des « Temps Modernes »; Entretien avec des syndicalistes algériens, par Robert BARRAT; Le colonel et la justice : document remis à M. Michelet par l'état-major du général Massu.

A PARAIRE :

— N° 5 : Le procès du « réseau Jeanson ».

Le numéro : 1 NF

Abonnement (1 an) : 10 NF

Soutien : 50 NF

L. LALANDE, 10, rue Jean-Baptiste C.C.P. PARIS 6976-68

Documentation sur l'Algérie

La Commission Nationale de Propagande vient d'édition une « fiche documentaire » de 16 pages 21x27 sur l'Algérie.

Ce document est destiné principalement aux militants appelés à prendre la parole sur le problème algérien : il leur fournit des chiffres, des dates, des citations, des références sur les différents aspects de l'Algérie : histoire, agriculture, industrie, démographie, enseignement, niveaux de vie, coût de la guerre, prises de position politiques, etc.

Passer les commandes : 8, rue Henner, Paris (9^e), au prix de 0,60 NF l'exemplaire.

LE STATUT SCOLAIRE DE LA MOSELLE

Dans les meetings, dans les motions de défense de la Laïcité, il est souvent question du statut scolaire d'Alsace-Lorraine. Or bien peu de gens savent ce que contient ce statut dont l'histoire et, le maintien sont fort instructifs de la manière dont se crée un statut social réactionnaire et qu'il faut pourtant connaître, si l'on veut le combattre autrement qu'à coups de slogans.

Nos camarades de Moselle ont entrepris une étude de ce statut que « Perspectives Socialistes » publie en supplément à son numéro 41.

Il est indispensable que chaque section, chaque fédération connaisse ce document. (Prix : 1 NF — Commandez « Perspectives Socialistes », Paris C.C.P. 9851-44 — 54, Bd Garibaldi — Paris 15^e).

ÉTUDES SOCIALISTES

Bulletin d'Etudes

et d'Informations Socialistes éditée par la Fédération du P.S.U. de Seine-et-Oise

Dans le numéro de novembre :

PROBLÈMES DE FORMATION POLITIQUE

• Administration :

7 bis, rue Pierre Loti
MAISONS-LAFFITTE (S.-et-O.)
C.C.P. Paris 17-418-16

Abonnement : Un an, 5 NF

« PERSPECTIVES SOCIALES » présente son n° 39-40
LA GUEURE DE SEPT ANS
Le numéro : 2,50 NF.
Par 5 ex. : remise de 10 %
Par 10 et plus : rem. de 20 %
• 54, Bd Garibaldi, Paris-15^e
C.C.P. Perspect. Socialistes
PARIS 9851-44

LE COMBAT POUR LA PAIX NE DOIT PLUS S'ARRÊTER

TOUS à Nanterre

le 20 Novembre 1960

Rendez-vous : Place du Maréchal-Foch.

• Inscrivez sur vos pancartes :

Jeunes, nous refusons la guerre d'Algérie.

Nous renvoyons nos feuilles de route.

Service Civil — Non à la guerre.

Tant que la guerre durera... Nous manifesterons.

Pour venir à la manifestation :

• par la route : ROND-POINT DE LA DEFENSE.

• par le bus : le 158 au PONT DE NEUILLY. Descendre Place M. Foch.

• par le train : SAINT-LAZARE-NANTERRE.

MOTIONS DU C.N.

POUR LE SOUTIEN DES GRANDES REVENDICATIONS SOCIALES

Deux ans de régime gaulliste ont prouvé l'échec de la politique mystificatrice d'intégration des intérêts patronaux et ouvriers. La résistance des travailleurs et des organisations syndicales a montré que l'essai de conciliation de leurs intérêts avec ceux du capitalisme ne peut étouffer des conflits qui tiennent aux contradictions mêmes du capitalisme. Seul le renversement du régime capitaliste peut ouvrir une voie nouvelle.

Au cours des derniers mois, la récession économique, qui se traduit de façon différente selon les secteurs de l'économie, en relation avec la stagnation aux Etats-Unis et avec l'ouverture du Marché commun, a aggravé les conséquences de la politique anti-ouvrière du régime :

— Baisse du pouvoir d'achat, — réduction des salaires par des diminutions d'horaires non compensées, — hausse continue des prix, — licenciements.

Cette politique de régression sociale est liée aux entreprises réactionnaires du régime : guerre d'Algérie, dépenses militaires croissantes pour la « force de frappe », extension des pouvoirs de l'armée, atteinte à la laïcité de l'Ecole et les attaques contre l'Université, aggravation du régime de la presse, intoxication par l'information.

Au cours des derniers mois également, les réactions de travailleurs ont montré que la défense contre ces entreprises peut mener à des succès dans certains secteurs. Les conditions d'une contre-offensive d'ensemble se dessinent, comme le montrent les débrayages encore dispersés qui se font sous le signe de l'unité d'action.

Face à la politique de l'Etat et du Patronat, de grandes revendications, sensibles à chaque travailleur, se dégagent d'elles-mêmes pour l'amélioration du pouvoir d'achat :

— Augmentation des salaires et garantie du salaire mensuel pour tous, — garantie de l'emploi par le contrôle des travailleurs sur l'embauchage et le débauchage, — réduction de la durée hebdomadaire de travail aux 40 heures légales sans diminution des gains salariaux actuels, — abolition des abattements de zone, — annulation des hausses des loyers.

L'unité d'action à l'échelle des organisations est la condition indispensable au succès de ces luttes. Au-delà de cette unité d'action, l'unification syndicale déterminerait le climat de confiance dans lequel la classe ouvrière retrouverait toute sa puissance offensive. C'est à cet objectif que doivent travailler les militants du Parti Socialiste Unifié qui appartiennent à toutes les grandes centrales syndicales et aux fédérations autonomes. Plus que jamais la perspective de l'unification syndicale exige le respect démocratique des opinions et des courants, le refus de toute discrimination à l'égard des militants engagés dans l'action. De même, le P.S.U. met les travailleurs en garde contre l'utilisation éventuelle de regroupements partiels dans le sens d'un renforcement de la division actuelle de la classe ouvrière.

L'intervention de la jeunesse dans les luttes sociales leur donne un caractère nouveau. En particulier, les organisations d'étudiants, les groupements de jeunes cultivateurs, contribuent puissamment, sous les formes qui leur sont propres, à élargir l'action. Dans un certain nombre de départements, des actions unies menées ensemble par les ouvriers, les paysans et les étudiants, commencent à étendre les luttes revendicatives aux problèmes fondamentaux de la production et de la distribution.

Le Parti soutient toutes les initiatives qui conduisent à renforcer ce puissant front des travailleurs des villes et des campagnes. L'alliance des syndicats, des partis ouvriers et de l'ensemble des groupes démocratiques, doit permettre l'issue socialiste de la crise.

L'ORGANISATION DU TRAVAIL DU PARTI DANS LES ENTREPRISES

LE Conseil National du P.S.U. estime nécessaire de consacrer l'essentiel des efforts du Parti à son implantation parmi les travailleurs.

Notre Parti doit étudier les évolutions des infrastructures économiques déterminantes des transformations sociales et de l'évolution idéologique des masses. Cette analyse est indispensable à l'élaboration d'une stratégie visant à l'implantation du parti dans les secteurs-clé de la vie économique.

LE Conseil National demande aux fédérations de consacrer un effort prioritaire à la mise en place :

— de commissions fédérales chargées d'organiser l'implantation du Parti dans les secteurs décisifs de l'économie et de l'évolution sociale;

— du maximum de groupes et de sections d'entreprises dans ces mêmes secteurs;

— les fédérations devront également modifier l'ensemble de leur organisation en fonction de cette priorité.

LE Conseil National mandate le Bureau National :

— pour prendre les mesures destinées à impulser et à animer le travail dans ce sens;

— pour aider les fédérations à organiser la formation des militants ouvriers;

— pour organiser en vue d'objectifs précis les liaisons indispensables entre les groupes et les sections existantes, entre les commissions fédérales, notamment au moyen de circulaires fréquentes et régulières;

— pour mettre à la disposition des groupes et sections d'entreprise des moyens pratiques d'action.

LE Conseil National demande qu'au cours du prochain congrès soient tirées les premières conclusions organisationnelles des expériences en cours.

Par ailleurs, le Conseil National mandate le B.N. pour que se poursuive l'effort d'information et d'action dans les secteurs suivants : distribution, logement, durée du travail et garantie de l'emploi. Il le mandate pour aider les fédérations à entrer en relation sur une base régionale avec les camarades ayant des compétences techniques particulières dans les secteurs d'études économiques.

Le Conseil National demande aux fédérations d'alimenter « TRI-BUNE SOCIALISTE » en communiquant des informations sur les événements sociaux et économiques de leur région.



Algérie:

DÉCLARATION du CONSEIL NATIONAL

(11-12 NOVEMBRE 1960)

LE premier Conseil National du P.S.U., réuni les 11 et 12 novembre 1960, à Alfortville, salue les travailleurs et les jeunes qui, par dizaines de milliers, ont participé au cours de ces dernières semaines aux actions contre la guerre d'Algérie.

Le grand succès de la Journée du 27 octobre montre à quel point notre Parti avait raison d'affirmer au début du mois d'octobre que « un manque de confiance dans l'action de masse partirait d'une analyse profondément erronée de la situation » et que le moment était venu au contraire de porter des coups sensibles à un régime qui commençait à s'affaiblir. La gauche a ainsi retrouvé une certaine capacité d'initiative et de combat.

C'est dans ce contexte et devant la perspective de l'internationalisation du conflit algérien que le général de Gaulle a été conduit à faire un nouveau geste. Le discours qu'il a prononcé le 4 novembre annonce la création prochaine d'une République Algérienne mais n'offre aucune possibilité de négociation avec ceux qui luttent précisément depuis 6 ans pour l'instauration d'une République Algérienne indépendante. Le régime répète l'opération qui conduisit jadis un gouvernement français à donner à Bao-Daï ce qui avait été, pendant plusieurs années, refusé à Ho Chi-Minh. La signification d'une telle opération, ce n'est pas la paix, mais la continuation de la guerre. La seule voie pour parvenir à la paix consiste à ouvrir enfin les négociations avec le G.P.R.A. sur les conditions de l'application de l'autodétermination sans que puissent être exclues des garanties d'ordre international.

La situation risque d'échapper assez vite au contrôle du général de Gaulle. Il lui sera difficile de constituer un gouvernement fantoche algérien, difficile d'éviter son évolution naturelle vers l'indépendance. En outre, une partie du commandement et des cadres de l'armée, groupée derrière Juin et Salan, s'efforce une fois de plus de faire reculer le chef de l'Etat.

'INTERVENTION des forces populaires est donc déterminante et peut modifier totalement cette situation.

LC'est pourquoi le P.S.U. appelle à l'intensification de la lutte pour la paix et à l'organisation de la résistance à un éventuel coup de force militaire.

Dans cette lutte, le P.S.U. affirme nettement que le combat mené par le peuple algérien pour son indépendance est juste. Il doit montrer que les adversaires du peuple algérien dans ce combat sont les mêmes que les adversaires du peuple français dans sa lutte contre le régime. Il doit mettre en lumière la solidarité de fait qui résulte de la convergence de ces deux luttes. Il cherchera à définir en accord avec les organisations populaires des pays du Maghreb (et en particulier avec le F.L.N.) et de l'Afrique Noire, les bases politiques de cette solidarité, étant entendu que nos actions et celles de ces organisations demeurent distinctes quant à leurs objectifs et à leurs moyens, et ne peuvent donc ni s'identifier ni être subordonnées l'une à l'autre.

LE P.S.U. attache en même temps la plus grande importance à l'évolution qui, en dépit de l'agitation des ultras, commence à se dessiner parmi la population européenne d'Algérie et dont la manifestation des étudiants libéraux a été un signe précurseur. Le Conseil National demande au Bureau du Parti de rédiger et de lancer dans les plus brefs délais un appel aux travailleurs européens d'Algérie

Le Conseil National attire l'attention des militants sur l'importance de l'appel du Parti aux soldats du contingent et demande à toutes les fédérations d'en organiser méthodiquement la diffusion. Il leur demande également d'insérer cette action dans le cadre d'une campagne générale en direction de la jeunesse.

Dès le mois de mai, le Parti a insisté sur l'importance de la résistance des jeunes. Il ne condamne aucune forme de refus de la guerre. Il ne fait campagne, pour sa part, que pour les formes d'action susceptibles d'éveiller un large écho dans la population et d'aider au développement de l'action de masse.

LE Conseil National déclare qu'au premier rang de cette résistance se trouvent l'organisation du travail dans l'armée, principalement en direction du contingent, et les refus publics de participer aux opérations de répression ou à la guerre d'Algérie elle-même, qu'ils interviennent pendant ou dès avant le temps de service.

Il appartient aux instances nationales de prendre les décisions quant à l'organisation du soutien des refus collectifs et publics. En ce qui concerne les refus publics individuels, le Parti ne doit ni s'engager à soutenir à l'avance n'importe quelle action, ni s'interdire à l'avance de donner son accord et son soutien à des actions qui, bien qu'initialement isolées, permettraient le développement d'une action plus large en direction des masses populaires; toute décision en la matière devra être prise en accord avec les instances nationales du Parti.

Ces actions doivent s'accompagner d'un effort d'organisation de la jeunesse conduisant notamment à la création de comités de jeunes, chargés d'informer les futurs appelés et de regrouper ceux qui reviennent d'Algérie.

LE Conseil National estime que, devant la nécessité d'organiser de nouvelles manifestations contre la guerre, notamment contre le départ des soldats en Algérie et contre le service militaire à 18 ans, comme devant l'obligation de faire face à la menace de coup de force militaire et de préparer concrètement la riposte antifasciste, l'action commune des forces de gauche est plus indispensable que jamais.

L'expérience du 27 octobre a montré que le meilleur moyen de parvenir à des résultats était d'obtenir un large accord des organisations syndicales et d'opérer le regroupement autour de l'initiative prise par ces organisations.

Elle a montré également que certains dirigeants politiques n'acceptent pas aisément une forme d'unité qu'ils ne contrôlent pas. Le P.S.U. entend expliquer clairement aux travailleurs que le P.C. a commis une faute politique en dénonçant publiquement la manifestation de rue décidée à Paris par l'U.N.E.F. et les syndicats, et a ainsi fourni des prétextes à ceux qui ne veulent pas de l'unité des forces populaires.

MAIS le Parti ne s'en tiendra pas là. Il pratiquera pour sa part l'unité d'action sans exclusive. Il aidera à la constitution du front syndical commun; il reviendra sans cesse à la charge pour faire triompher des formes d'action commune qu'il soutient, non pas parce qu'elles sont les siennes, mais parce qu'elles sont les seules qui, dans les conditions présentées, puissent faire de cette action commune une réalité.

Le P.S.U. ne croit pas que cet effort d'union et de rassemblement doive se limiter à des thèmes purement défensifs. La force principale du pouvoir gaulliste vient de ce qu'il n'existe pas encore d'alternative de gauche à son régime. Cette alternative doit être construite dans la lutte, mais aussi à travers la discussion d'un programme ouvrant la perspective d'une démocratie qui ne peut pas être et qui ne sera pas une IV^e République rénovée.

**AU TERME DE NOS LUTTES POUR LA PAIX ET LA LIBERTÉ,
SE PROFILE LA FRANCE SOCIALISTE DE DEMAIN.**